



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

DEPARTEMENT DES ACHATS TECHNIQUES DU GHT44

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° AOO-24079

FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**REMPLACEMENT PRODUCTION CHALEUR POUR TUNNELS ET LAVEUSES
DE LA BLANCHISSERIE DU CHU DE NANTES**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

*Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
(Etablissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette
44093 – NANTES CEDEX*

Marché public passé selon appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	3
I. OBJET DU MARCHÉ	4
II. DUREE DU MARCHÉ	4
III. FORME DU MARCHÉ	4
IV. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
V. HORAIRES ET DELAIS D'EXECUTION	5
VI. ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	5
VII. SECURITE DES PERSONNES	5
VIII. PROCEDURE DE CONTROLE ET RECEPTION DES INSTALLATIONS ET PRESTATIONS.....	6
IX. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	6
X. DEFAUT D'ASSURANCE	7
Assurance RC Professionnelle	7
XI. RETENUE DE GARANTIE	7
XII. MODALITES DE DETERMINATION ET DE REVISION DES PRIX	8
XIII. AVANCES	9
XIV. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	9
XV. SOUS-TRAITANCE.....	10
XV.1.1 Recours à la sous-traitance	10
XV.1.2 Paiement des sous-traitants	11
XVI. PENALITES.....	11
XVI.1 Délai de mise en service des installations	11
XVI.2 Délai de transmission des documents	11
XVI.3 Déchets, respect de l'environnement et règles d'hygiène.....	12
XVII. RESILIATION.....	12
XVIII. CLAUSE DE REEXAMEN.....	12
XIX. LITIGES ET LANGUES	12
XX. DEROGATIONS AU CCAG F.C.S	13

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), CHS Blain, CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Fonctionnement du GHT et du Groupement de commandes :

En phase de passation du marché, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature et notification du marché pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



I. OBJET DU MARCHE

La Blanchisserie du CHU de Nantes a pour mission de traiter le linge des établissements rattachés au CHU.

En 2023, cette activité représentait 3 600 Tonnes de linge. Soit 14,4 t/j sur 5 jours par semaine. Dans le cadre de sa politique d'amélioration continue et de maîtrise des consommations d'eau et d'énergie, la Blanchisserie a entrepris de supprimer la vapeur sur ces équipements de finition et de lavage.

Les derniers équipements alimentés en vapeur (2 trains de repassage et 2 tunnels de finition) seront remplacés début 2025.

La dernière étape de cette migration est de supprimer la vapeur pour le chauffage des bains de lavage sur les équipements en place (2 tunnels de lavage et 2 laveuses-essoreuses). Cette dernière migration est l'objet du présent marché.

II. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la date de notification et pour une durée de 31 mois.

La date de fin du marché est fixée au dernier jour calendaire du 31^{ème} mois.

Il pourra être reconduit pour 24 mois, si la Prestation Supplémentaire n° 2 est retenue.

III. FORME DU MARCHE

Le marché est de type ordinaire.

La mise en place des nouveaux équipements n'est pas soumise à commande, la notification valant engagement. Cependant, une commande sera réalisée et émise par le CHU de Nantes pour des raisons comptables et de référence commune entre le titulaire et le client, dès lors que le calendrier des différentes opérations sera convenu entre les deux parties.

IV. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- l'offre financière du titulaire du marché (Bordereau de Réponse et de Prix);
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° AOO-24079
le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° AOO-24079 et ses annexes :
 - Annexe 1 : Plan des locaux
 - Annexe 2 : Plan découpe Tunnels

-

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- l'offre technique du titulaire du marché, dont le questionnaire technique (annexe 2 à l'Acte d'Engagement).

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés **à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente** qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et du Bordereau de Réponse et de Prix, ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation aux articles 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord-cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

V. HORAIRES ET DELAIS D'EXECUTION

Les interventions d'installation et de maintenance des équipements doivent être effectuées dans les plages horaires du titulaire, tel que précisé au questionnaire technique – Annexe 2 à l'Acte d'Engagement.

VI. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de livraison, installation, mise en service , objet du présent marché, sans dépasser les périodicités maximales exigées dans l'article IV du CCTP.

Le titulaire s'engage à être en possession de tous les agréments nécessaires à l'exercice de son activité en rapport avec les prestations objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention (voir article VII)

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu industrielle.

VII. SECURITE DES PERSONNES

Le CHU de Nantes est tenu de respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure telles que spécifiées par le décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du Travail.

Dans ce cadre, le titulaire de l'accord cadre dénommé « Entreprise Extérieure (1) » au sens du Code du Travail établira préalablement au commencement des prestations un « plan de prévention (1) » avec le CHU de Nantes dénommé « Entreprise utilisatrice (1) » au sens du Code du Travail et représenté par son « référent d'entreprise extérieure (1) ». Le titulaire « entreprise extérieure » devra se conformer aux exigences de sécurité du CHU de Nantes « entreprise utilisatrice » bénéficiaire des prestations. Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché. Cette remise devra s'opérer au plus tard 15 jours calendaires après la notification du marché ou 4 jours ouvrés avant le début d'une intervention prévoyant un plan de prévention spécifique.

VIII. PROCEDURE DE CONTROLE ET RECEPTION DES INSTALLATIONS ET PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives seront effectuées par les personnels du CHU de Nantes et Assistant à Maitrise d'Ouvrage ENVENEO.

Si les fournitures ou les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant pourra les refuser et mettre le titulaire en demeure de les remplacer dans le délai imparti.

Dans le cas où la quantité ou la qualité ne serait pas conforme à la commande, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant pourra mettre le titulaire en demeure de reprendre les excédents, de compléter la livraison ou d'achever la prestation dans les délais impartis.

Un P.V. de mise en service sera signé à l'issue de la première semaine de fonctionnement avec les réserves éventuelles, dont la vérification de consommation gaz au vu des engagements.

A compter de la date de mise en service, le responsable technique de la Blanchisserie disposera d'un délai de 30 jours pour procéder à l'admission des fournitures et des prestations, conformément aux clauses du CCAG-FCS.

Les vérifications des prestations sont faites sur la base des constatations de service faites in situ et du bordereau de livraison remis par le titulaire ou de la remise du rapport d'intervention pour la maintenance. Le CHU de Nantes dispose d'un délai de **30 jours calendaires** à compter de la date de mise en service pour prendre une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. La décision d'admission est considérée acquise en cas d'absence de réponse du Pouvoir Adjudicateur.

IX. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

La maintenance des équipements est de la responsabilité du titulaire du présent marché pendant durant la période de garantie de 2 ans, voire au-delà si une ou plusieurs Prestation Supplémentaire Éventuelle relative(s) à la maintenance étaient retenue(s).

X. DEFAUT D'ASSURANCE

A défaut de fourniture dans les délais impartis des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **100 €**, pourront être appliquées.

A défaut de fourniture, dans un délai de deux mois après notification du présent marché, des attestations conformes de police d'assurances visées au présent article, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire du marché.

Assurance RC Professionnelle

Dans un délai de 30 jours calendaires suivant la notification du marché, le titulaire, le mandataire, ainsi que chacun des co-traitants en cas de groupement, devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle encourue avant ou après réception, garantissant notamment les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la garantie.

Le titulaire, le mandataire et chacun des co-traitants en cas de groupement, devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire devra être en mesure de produire ces attestations d'assurance sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, et dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

XI. RETENUE DE GARANTIE

Conformément **aux articles R. 2191-32 à R.2191-35 du code de la commande publique**, une retenue de garantie de 5 % est appliquée.

Cette retenue est libérée au plus tard :

- un mois après l'expiration du délai de garantie de 24 mois

Cette retenue peut être remplacée par une garantie à première demande conformément aux **articles R.2191-36 à R.2191-43 du code de la commande publique**, étant précisé que le Centre Hospitalier Erdre et Loire s'oppose à ce que la retenue de garantie soit remplacée par une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande est complétée en fonction des évolutions du marché.

L'original de la garantie à première demande est adressé au Maître d'ouvrage

La garantie à première demande peut être remise tout au long de l'exécution du marché. Si des acomptes mensuels ont déjà été réglés, les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

XII. MODALITES DE DETERMINATION ET DE REVISION DES PRIX

Le marché est traité à prix nets Hors Taxes et Toutes Taxes Comprises pour :

- Livraison, installation + mise en service + maintenance 2 ans
- Maintenance au-delà des 2 ans pour une durée de 2 ans (PSE)
- Démantèlement réseau vapeur(PSE). Les prix de référence du marché sont les prix nets hors taxes mentionnés dans l'ANNEXE à l'acte d'engagement - BORDEREAUX DE REPONSE ET E PRIX

Les prix nets Hors Taxes de la maintenance relative à la Prestation Supplémentaire Eventuelle n° 2 (au-delà de 2 ans) sont révisables et facturables **annuellement (en décembre pour l'année écoulée) de la manière suivante :**

Forfait annuel = $P_{\text{maint}} \times (0,2 + 0,8 \times E/E_0)$

Où :

$P_{\text{maint}0}$ = Forfait annuel à la remise des offres (2025)

E_0 = indice ICH rev TS méca élec (Indice mensuel du Coût Horaire du Travail Révisé- Salaires et Charges- Tous salariés – industries mécaniques et électriques), valeur février 2025

E = indice ICH rev TS méca élec, valeur Septembre de l'année facturée

Les prix de règlement s'entendent Toutes Taxes Comprises, au taux de T.V.A. en vigueur au jour de la livraison des fournitures et au jour d'exécution des prestations de maintenance. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations.

La fourniture de pièce(s) d'usure remplacées dans le cadre de la maintenance préventive annuelle sont incluses au forfait.

La main d'œuvre et déplacement au-delà des 2 premières années de service pour la maintenance préventive et corrective sont inclus au forfait (hors cas de mésusage)

La fourniture de pièce à remplacer dans le cadre de la maintenance corrective au-delà des 2 premières années de service ne sont pas incluses au forfait de maintenance.

XIII. AVANCES

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance de 10 % est accordée au titulaire (Option B du CCAG-FCS), sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

XIV. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

- Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G. – F.C.S.

- Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum à réception de facture.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

- Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (*nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET*)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : *numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries*
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

- Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramètres sont les suivants :

⇒ **Le code Siret** du CHU de Nantes est le suivant : 26440013600471
Notre établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »

⇒ **Le code service** est :

Code service	Libellé
Technique	Service Technique

⇒ **Le numéro d'engagement** (référence interne de notre commande) n'est pas obligatoire MAIS nous encourageons tous nos fournisseurs à renseigner cette zone dès lors qu'un bon de commande leur est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

XV. SOUS-TRAITANCE

XV.1.1 Recours à la sous-traitance

Le titulaire pourra sous-traiter certaines prestations (installation et prestations de maintenance) dans le cas où il ne serait pas en mesure d'en effectuer la totalité compte tenu de leur spécificité, de pannes d'équipements de mesure ou de surcharges ponctuelles d'activité. Les sous-traitants devront bénéficier des qualifications requises pour les prestations qu'ils réalisent dans le cadre du présent marché. Les sous-traitants éventuels seront soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Il est précisé que les demandes de sous-traitance formulées en cours d'exécution du marché relève de la compétence du CHU de Nantes.

XV.1.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

XVI. PENALITES

XVI.1 DELAI DE MISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS

Lorsque le délai de mise en place des équipements dépassera les 60 jours ouvrés (ou du délai amélioré précisé par le titulaire à l'Annexe 2 à l'Acte d'Engagement- Questionnaire Technique), par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard calendaire, et sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires de 100 €HT.

Cette pénalité est étudiée au regard des systèmes alimentant les tunnels d'une part et les systèmes alimentant les laveuses d'autre part

XVI.2 DELAI DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS

Lorsque le délai de transmission des documents, tels que Plan de Prévention, Reporting annuel maintenance ou tout autre élément à fournir avant exécution, sera dépassé suivants les conditions décrites aux articles VII du présent CCAP et XIV du CCTP, le titulaire encourra, par jour de retard calendaire, et sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires de 50 €HT.

XVI.3 DECHETS, RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET REGLES D'HYGIENE

En cas de non-respect constaté des stipulations, dans le cadre de la mise en œuvre (ou démantèlement) des installations et/ou réseaux existants, concernant le tri des déchets et le respect de l'environnement et des règles d'hygiène, le titulaire du marché en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Dépôts de déchets hors zone définie d'entreposage des déchets : 300 € par infraction constatée,
- Défaut de gestion des déchets : 300 € par évènement constaté puis 150 € par jour calendaire jusqu'au respect complet des dispositions communiquées par le Maître de l'Ouvrage
- Non fourniture des éléments de traçabilité des déchets de chantier : pénalité de 150 € par jour calendaire de retard dans les 5 jours suivants la demande.
- Défaut de nettoyage du chantier : 300 € par évènement constaté puis le cas échéant 150 € par jour calendaire jusqu'au parfait nettoyage du chantier

XVII. RESILIATION

En cas de non-respect des clauses contractuelles, le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, agissant en qualité de pouvoir adjudicateur, pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS. La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

XVIII. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

XIX. LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

XX. DEROGATIONS AU CCAG F.C.S

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
Article IV	Article 4.2.1
Article XVI (pénalités)	Article 14